

1823.
19 septembre,
Londres. Galt à Wilmot Horton. La Trésorerie a décidé que jusqu'à ce que la législature du Haut-Canada accorde un crédit spécial ou réduise le montant annuel demandé pour pertes par la guerre, il ne sera rien fait de plus à ce sujet. Ainsi qu'il comprend quand la colonie aura fait cela la Trésorerie sera en état de demander un crédit au parlement. Est convaincu qu'on ne retardera pas à enjoindre au gouverneur d'obtenir le concours nécessaire de la législature, et aussi de faire faire le paiement de cinq shellings dans le louis. A été surpris qu'on lui ait attribué la cause de l'insuccès; a dissimulé sa peine, mais il espère que ce rapport ne se répètera pas. Cela suffit qu'il ait eu à souffrir de la publication indiscreète de Maitland, mais il serait ridicule de demander une explication d'une inadvertance publique. Page 236
- 20 septembre,
Ipswich. Wilmot Horton à Davison. Lui envoie des documents à lire relative-
ment aux affaires de Galt. 239
Sous pli. Lettres, minutes, etc. 241 à 248
- 23 septembre,
Trésorerie. Harrison à Wilmot Horton. Les lords de la Trésorerie ne voient pas de raison de renoncer aux conditions exprimées dans la lettre du 15 février dernier à sir P. Maitland, concernant le paiement des réclamations de ceux qui ont subi des pertes lors de la dernière guerre. Maitland a déjà été autorisé à distribuer la somme de £57,412, 10 shellings, sans même le délai d'attendre jusqu'à ce que la législature coloniale ait voté une somme égale, ce qui était la base de la proposition originale. 56
- 11 octobre,
Cappoquin. Musgrave à Bannister. Le félicite de rendre justice au Haut-Canada. L'Australie a toutes les préférences de la presse. Le Canada est représenté comme un pays couvert de grands arbres en été et de neige en hiver, tandis que les Nouvelles-Galles du Sud sont un jardin d'Eden. Le coût de son livre empêche qu'il ne soit vendu comme il l'aurait été autrement. 133
- 15 octobre,
Trésorerie. Harrison à Wilmot Horton. Répète la demande faite par le secrétaire du ministère de la guerre d'un état du montant annuel des appointements, etc., de lord Macaulay, en qualité de secrétaire d'un conseil pour l'investigation des réclamations au Canada. 58
- 23 octobre,
Trésorerie. Herries à Wilmot Horton. Les lords de la Trésorerie regrettent qu'il n'aient pas de fonds pour leur permettre d'accorder une pension à madame McGregor. 59
- 30 octobre,
Whitehall. Adams au même. Demande un ordre spécifique pour payer au juge en chef son indemnité en qualité de conseiller de l'Exécutif pendant son absence. 5
- 24 novembre,
Lincoln's Inn. James Stephen, fils, au même. Opinion légale sur la procédure suivie par les arbitres au sujet des réclamations entre le Haut et le Bas-Canada. Dans le cas de droits prélevés en vertu d'actes du parlement britannique, les arbitres ne doivent pas décider des réclamations, mais faire rapport à la Trésorerie, qui décidera. Les droits prélevés en vertu d'arrangements faits par les deux provinces devront être décidés par eux et rapport en sera fait à la Trésorerie, qui n'a aucun pouvoir de rescinder ou de changer la décision. 33
- 3 décembre,
Londres. Gourlay à Wilmot Horton. Par suite d'un rapport que Hume s'était plaint dans la Chambre des Communes qu'on l'avait (Gourlay) maltraité, il lui (à Horton) a écrit qu'il soumettrait à la Chambre des Communes non seulement un état de ses griefs, mais aussi un exposé de la faiblesse et de la malice du gouvernement provincial, et la lettre a été imprimée pour en donner connaissance au public. A aussi écrit à Hume qu'il serait à Londres aussitôt que ce serait nécessaire, mais n'a pas bougé, s'attendant à l'arrivée de députés du Canada, certain que le bill du gouvernement ne serait pas approuvé. Les députés sont arrivés mais n'ont vu que les ministres en particulier. S'objecte en termes vifs aux principes du gouvernement relativement à l'émigration, parce qu'ils n'apporteront à la nation que du gaspillage et n'obtiendront aucun profit durable. Descrip-